

Le Moustique

BULLETIN DU PARTI SOCIALISTE D'YVONAND
& ENVIRONS



Trente deuxième année

novembre 2009

En quête de justice

Cet automne, l'idéal de justice et d'équité est malmené:

Justice sociale tout d'abord avec la hausse des primes maladies où les plus touchés seront ceux qui ont le moins de moyens ou qui ont "joué le jeu" des économies jusqu'à présent.

Justice dans le monde ensuite, avec la votation sur l'exportation d'armes. La guerre ailleurs et les emplois d'ici sont mis sur les deux plateaux de la balance. Mais un autre choix est possible pour supprimer les unes et sauver les autres.

Justice environnementale où l'on veut, pour le seul profit, prolonger dangereusement une centrale nucléaire alors qu'il nous faut réfléchir sur notre consommation d'électricité et au développement des énergies renouvelables.

Enfin, la justice des tribunaux qui nous concerne tous. Les «jours-amendes», utilisés depuis peu, ne font plus peur et laissent une brèche pour l'injustice.

Ce sont ces sujets, la sauvegarde de la justice, qui nourrissent nos réflexions. Nous les déclinons dans nos actions ici, à Yvonand, comme ailleurs.

Il ne peut, en effet, y avoir de vie commune en société, de paix sociale sans justice.

**Deux rendez-vous
à ne pas manquer!
Voir page 4**

Café contact en collaboration
avec la Bibliothèque d'Yvonand

**A ne pas manquer!**

L' (in)justice en question

Les jours-amende: une réponse à la délinquance?

Par Antonella Cereghetti, avocate au barreau, Lausanne, ancienne présidente du Conseil communal d'Yvonand, anc. chroniqueuse au journal Le Temps.

Depuis début 2007, la justice suisse privilégie les jours-amende pour la petite et moyenne délinquance au lieu de peines fermes. Prévu pour désengorger le système judiciaire, cet "outil" est aujourd'hui vu comme un échec favorisant la récidive. Pire, du point de vue des coupables, comme des victimes la justice ne donne pas le sentiment de remplir son rôle.

Cette présentation sera suivie d'une discussion autour du livre "Carnet d'une avocate" d'A. Cereghetti, qui nous fait vivre la justice (et l'injustice) de l'intérieur, par ceux qui la font.

>>> Mardi 10 novembre 2009, 20 h., salle des votations, anc. grande salle.

Les discussions pourront se poursuivre autour du verre de l'amitié. Bienvenue à toutes et tous!

Changer de caisse maladie?

Nous répondons à vos questions

Nous avons jusqu'à la fin du mois de novembre pour changer de caisse maladie.

Vous avez des questions? Vous ne savez pas quelles sont les démarches à entreprendre? Vous avez besoin d'un coup de main pour rédiger votre résiliation?

Nous serons à votre disposition avec tout le matériel nécessaire:

- > le jeudi 12 novembre,
- > dès 19h30,
- > nouveau bar du restaurant de la gare

Et toujours...

www.ps-yvonand.ch

Votations du 29 novembre 2009

Initiative "contre les Minarets" - Votons NON

Parce qu'elle viole des droits fondamentaux garantis par notre Constitution:

- > Egalité de tous devant la loi
- > Liberté de conscience et de croyance
- > Restriction des droits fondamentaux

Parce que cette initiative ne sert à rien dans la lutte contre l'extrémisme islamique. Comme essai de le faire croire l'UDC en jouant sur la peur de l'autre et en mélangeant tous les problèmes (port du voile, charia, excision, etc.).

La neutralité religieuse de l'Etat est la garantie de la paix confessionnelle. Il n'y a pas de religion d'Etat, toutes sont bienvenues. Il faut conserver notre tradition de tolérance et de respect des minorités.

Il y a peu, Catholiques et Protestants s'interdisaient mutuellement de construire des clochers selon la confession dominante du canton. Ces positions ont été dépassées... pourquoi alors revenir en arrière? D'autant que le Coran ne demande pas que les mosquées soient flanquées de minarets.

La construction de minarets relève des autorités cantonales ou communales... il est absurde de l'inscrire dans la Constitution.

De nombreuses églises chrétiennes existent dans le monde musulman. Seules quelques dictatures comme l'Arabie Saoudite les interdisent. Est-ce que nous voulons avoir les mêmes pratiques que ces pays-là?

Echos du Conseil du 28.09.2009

Postulat radical sur la création d'un chèque rentrée scolaire

La majorité du groupe socialiste a souhaité que la Municipalité étudie plus avant la question. Il l'a manifesté par le refus du rapport qu'elle a présenté. La majorité du Conseil s'est malheureusement abstenue.

Vote: 7 voix pour le rapport de la Municipalité, 12 contre et 21 absentions.

Question pour l'installation d'un poste de vélo en libre accès à Yvonand

La Ville d'Yverdon va mettre en place un système de vélo en libre-service. Le groupe socialiste a demandé à la Municipalité de prendre des contacts pour évaluer la création d'une antenne à Yvonand. Cela permettrait d'offrir un nouveau moyen de liaison entre les deux cités et de promouvoir le tourisme vert.

Initiative "exportation de matériel de guerre"

Votons OUI

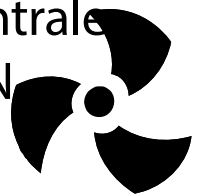
En 2008, les exportations d'armes depuis la Suisse ont augmenté de 50% par rapport à 2007. Et cela vers des pays où la Confédération et des ONG suisses s'investissent pour l'humanitaire et la défense des droits humains... où est la logique?

Convertir les emplois dans le civil.. c'est possible et l'initiative le prévoit!

La part de l'industrie de guerre par rapport aux exportations totales de la Suisse est très faible (0,44%). Cependant, elle occupe environ 3'300 personnes directement et 1'800 indirectement. L'initiative prévoit donc un soutien sur 10 ans pour les reconverter dans la production de matériel civil.

De plus, la crise actuelle montre qu'il faut absolument se tourner vers les entreprises vertes, favorisant les emplois durables et d'avenir. Même la principale entreprise de matériel de guerre, RUAG, a réussi en 10 ans à faire passer sa production "civile" de 7% à 50% .

Prolongation de l'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg - Votons NON



Pour assurer la sécurité de la population

Conçue dans les années 1960, elle devait durer jusqu'en 2002. Une prolongation a été décidée jusqu'en 2012. Sa conception ne répond plus aux critères actuels de sécurité et présente un réel danger.

Pour développer l'emploi et les PME

Prolonger cette centrale, c'est retarder le développement des PME dans le secteur des énergies renouvelables. Elles seules peuvent assurer des emplois.

Grantir notre indépendance énergétique

Les ressources en uranium sont limitées et doivent être importées. A long terme, notre indépendance d'approvisionnement passe par les énergies renouvelables.

Privilégions les économies d'énergies

Nous pouvons tous participer à la préservation de notre environnement et à quitter le nucléaire en prenant garde à notre consommation d'électricité.